

Une hémorragie de soignants vers le Luxembourg

METZ/LUXEMBOURG - Des élus lorrains demandent des mesures pour freiner l'exode des soignants vers le Grand-Duché.



De nombreux infirmiers formés en Lorraine débutent leur carrière professionnelle au Luxembourg. (photo: Julien Garroy)

Une formation interrégionale?

Romain Schockmel, directeur médical au CHEM, estime qu'une des solutions pour freiner l'exode des soignants français, belges et allemands vers le Luxembourg réside dans une formation interrégionale homogène, après un vaste état des lieux. Le but: garantir un niveau de qualité identique dans l'ensemble de la Grande Région.

Une faute?

Signalez-la-nous!

Même si elle ne constitue pas un phénomène nouveau, «l'évasion» des soignants lorrains vers le Luxembourg continue d'alimenter la polémique. Alors que des accords tacites avaient, semble-t-il, été passés il y a quelques mois entre le ministère luxembourgeois de la Santé et les hôpitaux du Grand-Duché pour limiter au maximum l'embauche de personnel des pays voisins - et surtout de France - l'exode des soignants reste d'actualité.

Sur les quelque 18 000 employés du secteur médical luxembourgeois, 70% sont des frontaliers et en majorité des Français. Selon nos confrères du *Républicain Lorrain*, environ un tiers des 350 étudiants formés chaque année dans les Instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi) de Metz, Thionville et Briey, se tournent directement vers le Grand-Duché pour décrocher leur premier emploi.

En pleine pandémie, cette «fuite» vers le Luxembourg et ses salaires attractifs (NDLR: un infirmier émarge en moyenne à 94 000 euros brut par an) agace des élus lorrains, notamment Belkhir Belhaddad. Le député mosellan, qui a rencontré de nombreux responsables de services de santé en Lorraine, demande aux ministres français concernés de réagir. Selon lui, certains établissements hospitaliers luxembourgeois missionnent des experts en recrutement pour attirer chez eux des infirmiers de la Grande Région.

«La reconnaissance du travail, pas toujours au rendez-vous en France»

Dans une réponse parlementaire, la ministre luxembourgeoise de la Santé, Paulette Lenert, a de son côté indiqué que les cliniques du Luxembourg n'avaient pas recruté activement dans les pays voisins, tout en précisant que le principe de libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne interdit à un employeur de refuser un candidat en raison de son lieu de résidence. Elle a également rappelé que le Luxembourg souffrait d'une pénurie de personnel soignant dans le contexte actuel de crise sanitaire.

Quoi qu'il en soit, le départ vers le Luxembourg de nombreux soignants a des conséquences sur le fonctionnement du système de santé dans le nord de la Lorraine. Selon Belkhir Belhaddad, 90 postes seraient vacants à l'Hôpital Bel-Air de Thionville ainsi que 115 postes d'infirmières et 20 d'aides-soignantes dans les quatre établissements lorrains du groupe Elsan, une liste non exhaustive.

Les actions mises en place pour freiner cet exode vers le Grand-Duché (prime de 2 000 euros à l'embauche, intégration dans la fonction publique dans certains établissements hospitaliers, augmentation des capacités de formation en Ifsi, etc.) ne semblent pas efficaces, pour l'instant. «La question des salaires est évidemment importante, note Romain Schockmel, directeur médical au CHEM, joint par *L'essentiel*, mais elle n'explique pas à elle seule l'importance de cet exode. Il y a aussi la reconnaissance du travail, qui n'est sans doute pas toujours au rendez-vous en France».

(pp/L'essentiel)